

# Aux origines de la catastrophe économique de l'Afrique

Samir Amin\*

---

*Abstract: Development policies in the Third-World — from the 'colonial development' to the Bandung 'Nationalist Project of Modernisation' have shown their limits. This is currently illustrated by the restraint of the Lome Agreements and the impossibility of a globalisation through the market. Today, Africa is living a new era of polarisation as a result of the position it occupies in the new technological, nuclear and financial arena, and in terms of access to natural resources and information. The author calls for a pluricentric, humanist and socialist globalisation project, one which challenges the existing monopolies.*

---

Au terme des quatre décennies du développement de l'après-guerre le bilan des résultats est fortement contrasté qu'on est tenté de renoncer à l'expression commune de tiers monde pour désigner l'ensemble des pays qui ont été l'objet des politiques de développement de ces décennies. On oppose aujourd'hui, non sans raison, un tiers monde nouvellement industrialisé, compétitif, au quart monde marginalisé, auquel appartient l'Afrique dans son ensemble. On fait remarquer, non sans arguments, que le premier groupe de ces pays n'est pas frappé par la crise générale du capitalisme contemporain, qu'on y enregistre des taux de croissance élevés, particulièrement en Asie orientale, tandis que le second groupe, frappé par la crise paraît incapable de répondre aux défis auxquels il est confronté.

L'objectif des politiques de développement déployées en Asie, en Afrique et en Amérique latine au cours de toute l'après-guerre, à partir de 1948-1950, ou de 1960 pour l'Afrique subsaharienne — date de l'accès à l'indépendance de la plupart des Etats qui la constituent — a été rigoureusement identique pour l'essentiel, en dépit des différences du discours idéologique qui les a accompagné. Il s'est agi partout d'un projet nationaliste qui s'est assigné l'objectif d'accélérer la modernisation et l'enrichissement de la société par son industrialisation. On comprend sans difficulté ce dénominateur commun si l'on rappelle simplement qu'en 1945 pratiquement tous les pays d'Asie (Japon excepté), d'Afrique (y compris l'Afrique du Sud) et — bien qu'avec quelques nuances — d'Amérique latine étaient encore dépourvus de toute industrie digne de ce nom — sauf d'extraction minière ici ou là — largement ruraux par la composition de leur population, régis par des régimes archaïques (les oligarchies latifundiaires d'Amérique, les monarchies sous protectorat de l'Orient islamique, la Chine,

etc.) ou coloniaux (l'Afrique, l'Inde, l'Asie du sud-est). Par-delà leur grande diversité tous les mouvements de libération nationale s'assignaient les mêmes objectifs de l'indépendance politique, de la modernisation de l'Etat, de l'industrialisation de l'économie.

Il ne serait pas correct de dire qu'ils ne l'ont pas tous tenté, dès qu'ils ont été en mesure de le faire. Certes les variantes ont été pratiquement aussi nombreuses que les pays, et il demeure légitime, de ce fait, de tenter de les classer en modèles qui les regroupent. Mais on risque alors d'être victime de critères choisis en fonction, sinon nécessairement de préférences idéologiques, du moins de l'idée qu'on se fait, ou plutôt qu'on se faisait à l'époque, du déroulement des expériences en question, des possibilités et des contraintes externes et internes.

Au contraire, en mettant l'accent sur le dénominateur commun qui les réunit, j'invite à prendre quelque distance à l'égard de ces classifications et à voir l'histoire à partir d'aujourd'hui, à relire donc ce qu'elle fut à la lumière de ce à quoi elle a conduit. Industrialiser impliquait avant tout de construire un marché intérieur et le protéger des ravages de la concurrence qui en empêcherait la formation. On parlait, pour ce faire, d'observations de bon sens: on disposait ici de matières premières, d'origine agricole (le coton, de produits alimentaires, le bois, etc.) ou minière, de ressources naturelles déjà connues et exploitées, ou mal connues, qui permettraient la production d'énergie, de matériaux de construction, d'acier, de produits chimiques essentiels, comme on avait déjà un marché — interne — alimenté par des importations de produits manufacturés de consommation courante (textiles, ameublement, ustensiles et appareils, etc.). Il n'y avait aucune raison de ne pas mettre à profit ces potentialités pour refaire ce que les Occidentaux avaient fait de leurs temps: une révolution industrielle. Les formules pouvaient varier selon les circonstances — la taille du marché intérieur, les disponibilités en ressources — ou même selon des thèses plus ou moins théoriques, ou idéologiques, donnant la priorité à la production rapide d'industries légères de consommation ou à celle de biens permettant plus tard d'accélérer la première (comme le proposait la thèse des «industries industrialisantes» qui rationalisait les thèses soviétiques). L'objectif final était identique.

Ce même bon sens, exprimé dans le langage commun de tous les technocrates de l'époque, inspirait des choix pragmatiques analogues dans une large mesure. La technologie nécessaire à l'industrialisation ne pouvait être qu'importée, mais il n'était pas nécessaire pour le faire d'accepter la propriété des installations à construire par le capital étranger. Cela dépendait du pouvoir de négociation dont on disposait, ou croyait pouvoir disposer. Du capital financier devait donc à son tour être soit invité à s'investir dans le pays, soit être emprunté. Ici encore la formule — propriété étrangère privée, financement public assuré grâce à l'épargne nationale, à l'aide extérieure en

dons et crédits — pouvait être ajustée à l'estimation qu'on se faisait des moyens et des coûts.

Les besoins d'importation que ces plans d'accélération de la croissance par l'industrialisation impliquaient fatalement ne pouvaient être couverts — dans un premier temps — que par les exportations traditionnelles connues, qu'il s'agisse de produits agricoles ou miniers. Aucune stratégie de développement connue n'a été d'emblée orientée vers l'exportation, c'est-à-dire déterminée principalement par des objectifs de percée sur le marché mondial par l'affirmation de prétendus avantages comparatifs. La lecture que la Banque mondiale propose aujourd'hui, associant le succès des uns à un choix «ouvert à l'exportation» et l'échec des autres à leur repliement sur le marché interne, est une lecture a posteriori qui n'a pas été faite à l'époque, ni par les autorités locales responsables des choix en question, ni par la Banque mondiale elle-même (ou d'autres lecteurs, plus fûtés, de ces politiques). L'attention première était, dans les cas, le marché interne; les exportations un moyen nécessaire pour financer les importations. L'expérience démontrait d'ailleurs que le raisonnement était efficace. Dans une phase de croissance générale comme l'était l'après-guerre, la demande de presque tous les produits possibles était elle-même en augmentation continue, qu'il s'agisse d'énergie, de matières premières minérales ou de produits agricoles spécifiques. Les termes de l'échange fluctuaient, mais n'annulaient pas systématiquement par leur détérioration, les effets de la croissance des volumes exportés. L'avantage comparé «naturel», assis sur les ressources minérales ou la spécificité agricole, avait un sens. Plus que cela d'ailleurs l'expansion des marchés mondiaux ouvrait des créneaux permettant d'exploiter («l'avantage») de la main-d'oeuvre à bon marché dans certaines gammes de production manufacturières pour ceux qui ne disposaient pas d'avantages fondés sur leurs ressources naturelles. Les multiplications des zones franches à la fin de la période de l'essor de l'après-guerre témoigne de la réalité de ces calculs, à l'époque réalistes.

La construction du marché interne, axe de toutes les politiques de développement de l'époque, n'est pas synonyme de stratégie d'industrialisation par substitution d'importations, comme on l'a trop souvent dit, trop vite, pour l'opposer à une stratégie orientée vers l'exportation qui n'existait pas. L'industrie envisagée s'ouvrait à elle-même son propre marché autant qu'elle remplaçait des importations antérieures. A la demande de consommation finale, elle-même en expansion, s'ajoutait toujours celle de biens intermédiaires, parfois de biens d'équipement simples dont on pouvait envisager la production locale, et enfin celle occasionnée par la dépense publique courante et les travaux d'infrastructure.

La modernisation, bien qu'axée sur l'industrialisation, ne se réduisait pas à celle-ci. L'urbanisation, les travaux d'infrastructure de transports et de communications, l'éducation et les services sociaux avaient certes pour

objectif, en partie de servir l'industrialisation en moyens et en main-d'œuvre qualifiée convenablement. Mais ces objectifs étaient également poursuivis pour leurs fins propres, pour construire un Etat national et moderniser les comportements comme on le lit dans le discours du nationalisme transethnique par nature presque à l'époque.

Bien entendu également, à l'époque, l'opposition qu'on fait aujourd'hui si souvent entre «l'intervention de l'Etat» toujours négative parce que par essence en conflit avec ce qu'on prétend être la spontanéité du marché — et «l'intérêt privé» — associé aux tendances spontanées du marché — n'avait pas cours. Cette opposition n'était ni faite, ni même remarquée. Au contraire le bon sens partagé par tous les pouvoirs en place voyait dans l'intervention de l'Etat un élément essentiel de la construction du marché et de la modernisation. La gauche radicale — d'aspiration socialiste dans sa propre lecture idéologique — associait certes l'expansion de cet étatismisme à l'expulsion graduelle de la propriété privée. Mais la droite nationaliste, qui ne s'assignait pas cet objectif, n'en était pas moins interventionniste et étatiste: la construction des intérêts privés qu'elle proposait exigeait selon elle, et à juste titre, un étatismisme vigoureux. Les billevesées dont se nourrissent les discours dominants aujourd'hui n'auraient eu aucun écho à l'époque.

La tentation est donc grande, aujourd'hui, de lire cette histoire comme celle d'une étape de l'expansion du capitalisme mondial, qui aurait accompli, plus ou moins bien, certaines fonctions attachées à l'accumulation primitive nationale, créant par la même les conditions de l'étape suivante, dans laquelle on rentrerait maintenant, marquée par l'ouverture au marché mondial et à la compétition sur ce terrain. Je ne proposerai pas de céder à cette tentation. Les forces dominantes dans le capitalisme mondial n'ont pas «spontanément» créé le — ou les — modèles du développement. Ce «développement» s'est imposé à elles. Il a été le produit du mouvement de libération nationale du tiers monde de l'époque. La lecture que je propose met donc l'accent sur la contradiction entre les tendances spontanées et immédiates du système capitaliste, qui sont toujours guidées par le seul calcul financier à court terme qui caractérise ce mode de gestion sociale, et les visions à plus long terme qui animent les forces politiques montantes, en conflit par la même avec les premières. Certes ce conflit n'est pas toujours radical; le capitalisme s'y ajuste, avec profit même. Mais il s'y ajuste seulement, il n'est pas à l'origine de son mouvement. J'ai donc, pour cette raison, proposé de qualifier la période de l'après-guerre — notamment pour les deux décennies 1955-1975 — de période de «l'idéologie du développement», ou encore de celle du projet national bourgeois de Bandoung (par référence à la Conférence de Bandoung qui inaugure la période). Dans ce cadre le conflit entre les forces dominantes du capitalisme mondial et celles qui ont animé le projet «développementaliste» de

Bandoung a été plus ou moins radical selon que l'étatisme mis en oeuvre était envisagé comme devant supplanter le capitalisme ou le soutenir. L'aile radicale du mouvement se ralliait à la première thèse, et, de ce fait, entrait en conflit avec les intérêts immédiats du capitalisme dominant, notamment par les nationalisations et l'exclusion de la propriété étrangère. L'aile modérée par contre acceptait de concilier les intérêts en conflit, offrant par la même des possibilités plus grandes à l'ajustement. Au plan international cette distinction épousait facilement les termes du conflit Est-Ouest entre le soviétisme et le capitalisme occidental.

Nous retrouvons sur ce terrain à la fois les éléments du dénominateur commun du projet national bourgeois de développement et les caractéristiques de l'opposition entre ses tendances radicales et modernes.

Tous les mouvements de libération nationale en Afrique ont partagé cette vision moderniste, par là même capitaliste et bourgeoise. Cela n'implique en aucune manière qu'ils aient été inspirés, encore moins dirigés, par une bourgeoisie, au sens plein du terme. Celle-ci n'existait pas, ou à peine, à l'heure des indépendances et, trente ans plus tard, n'existe encore qu'à l'état embryonnaire, dans l'hypothèse la plus favorable. Mais l'idéologie de la modernisation par contre existait bel et bien et constituait la force dominante donnant un sens à la révolte des peuples contre la colonisation. Cette idéologie était porteuse d'un projet, que je propose de qualifier du nom — curieux à première vue — de «capitalisme sans capitalistes». Capitalisme par la conception qu'elle se faisait de la modernisation, appelée à reproduire les rapports de production et les rapports sociaux essentiels et propres au capitalisme: le rapport salarial, la gestion de l'entreprise, l'urbanisation, l'éducation hiérarchisée, le concept de citoyenneté nationale. Sans doute d'autres valeurs, caractéristiques du capitalisme évolué, comme celle de démocratie politique, faisaient cruellement défaut, ce qu'on justifiait par les exigences du développement initial préalable. Tous les pays de la région — radicaux et modérés — optaient pour la même formule du parti unique, des élections-farces, du leader-fondateur de la Patrie, etc. Sans capitalistes dans la mesure où, en l'absence d'une bourgeoisie d'entrepreneurs, l'Etat — et ses technocrates — était appelé à s'y substituer. Mais aussi parfois dans la mesure où l'émergence de la bourgeoisie était tenue suspecte, du fait de la primauté que celle-ci donnerait à ses intérêts immédiats sur ceux du plus long terme en construction. La suspicion devenait, dans l'aile radicale du mouvement de libération nationale, synonyme d'exclusion. Cette aile radicale concevait alors naturellement que son projet était celui de la «construction du socialisme». Elle retrouvait alors le discours du soviétisme. Celui-ci était lui aussi parvenu, par ses dynamismes propres, au projet d'un «capitalisme sans capitalistes», ayant fait l'objectif de «rattraper» le monde occidental développé l'essentiel de ses préoccupations.

En Afrique les mouvements de libération nationale se partageaient, comme ailleurs, entre des tendances à la radicalisation dite «socialiste» et des tendances à la modération. Cette coupure, franche et tranchée dans certains cas, traversait un mouvement unifié d'apparence dans d'autres. L'opposition se fondait sur un ensemble complexe de causes, tenant pour les unes aux classes sociales sur lesquelles s'appuyait le mouvement — paysans, monde urbain populaire, classes moyennes, classes favorisées — pour les autres aux traditions de leur formation politique et organisationnelle (partis communistes métropolitains, syndicats, églises). La précipitation avec laquelle les deux puissances coloniales principales en Afrique — l'Angleterre et la France — ont conçu le projet de «décolonisation» de 1960, a accentué cette opposition dans l'immédiat. L'Afrique comme on le sait se partageait en 1960 en deux blocs, le groupe de Casablanca, rallié derrière des drapeaux du nasserisme, du FLN algérien et du Nkrumahisme, le groupe de Monrovia; constitué en premier lieu par les plus fidèles élèves de la France gaulliste et de l'Angleterre libérale (la Côte d'Ivoire, le Kenya, etc.). Lumumba, au Congo de l'époque, se rattachait au premier groupe, mais des forces importantes du mouvement dans son pays sympathisant davantage avec le second groupe. Les attermolements du pouvoir belge, qui avait refusé jusqu'à la dernière minute de tirer la leçon dont la France et la Grande Bretagne avaient fait l'analyse, ont été largement responsables du report de ce conflit sur le terrain congolais lui-même. En réponse à l'établissement fragile d'un pouvoir lumumbiste à Léopoldville — puis à Stanleyville — les forces «modérées» optaient, soutenues par Bruxelles et d'autres — notamment l'Afrique du Sud — pour la sécession du Katanga et du Kasai. Mis en place à Léopoldville, d'abord dans l'ombre de Kasavubu, Mobutu, réconcilié avec Tschombé et «l'empereur» Muluba du Kasai, jouait la carte de la réconciliation à laquelle ses maîtres avaient finalement décidé de se rallier. L'exemple congolais allait donc inspirer une politique nouvelle, appelée à polir les angles, dans un premier temps, rapprocher les camps radicaux et modérés, pour user progressivement les premiers. Le génie l'Empereur Hailé Sélassié a été de comprendre que le moment était venu de sceller la réconciliation entre les groupes de Monrovia et de Casablanca par la création à Addis Abeba, précisément dès 1963, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Le rapprochement créait des conditions nouvelles pour le déploiement du projet de bandoung en Afrique. Formellement tous les Etats s'y ralliaient, devenant par là même membres du mouvement des «Non alignés», même lorsqu'ils restaient dans le giron des puissances occidentales et même sous leur protection militaire directe dans certains cas. Mais du coup ils acquièrent une certaine capacité de manoeuvre, non envisagée au départ dans le schéma néocolonial. Ce fait explique qu'après les initiateurs du «socialisme africain» — Ghana, Guinée, Mali — des générations successives de radicalisation de la même inspiration aient pu se succéder en Afrique (Congo-Brazzaville,

Bénin, Tanzanie, etc.). Fait curieux compte tenu de la fragilité des Etats de ce continent face aux pressions impérialistes. Cela explique aussi qu'un Mobutu ait pu disposer d'une marge permettant des extravagances nationalistes qu'on a de la difficulté à comprendre autrement.

Quels que furent les objectifs — communs — de l'ère de Bandoung, de son idéologie du développement, de son projet national et bourgeois de «capitalisme sans capitalistes», des modalités de sa mise en oeuvre, des vicissitudes de ses rapports au conflit des superpuissances, les résultats n'en sont pas moins différents parfois à l'extrême d'un groupe de pays à l'autre.

L'appréciation des résultats est évidemment fonction des critères choisis pour définir le «développement», un concept idéologique dont le contenu reste toujours vague.

Si l'on retient le critère du mouvement de libération nationale, c'est-à-dire la «construction nationale», les résultats restent dans l'ensemble discutables. La raison en est que tandis que le développement du capitalisme dans les temps antérieurs soutenait l'intégration nationale, la mondialisation opérant dans les périphéries du système, à l'opposé, désintègre les sociétés. Or l'idéologie du mouvement national ignorait cette contradiction, étant restée enfermée dans le concept bourgeois du «rattrapage d'un retard historique» et concevant ce rattrapage par la participation à la division internationale du travail (et non sa négation par la déconnexion). Sans doute, selon les caractères spécifiques des sociétés précoloniales précapitalistes, cet effet de désintégration a été plus ou moins dramatique. En Afrique, dont le découpage colonial artificiel n'a pas respecté l'histoire antérieure de ses peuples, la désintégration produite par la périphérisation capitaliste a permis à l'ethnisme de survivre, en dépit des efforts de la classe dirigeante issue de la libération nationale d'en dépasser les manifestations. Lorsque la crise est survenue, annihilant brutalement la croissance du surplus qui avait permis le financement des politiques trans-ethniques de l'Etat nouveau, la classe dirigeante elle-même a éclaté en fractions qui, ayant perdu toute légitimité fondée sur les réalisations du «développement», tentent de se créer des bases nouvelles associées souvent à un repli ethniciste (Amin 1993).

Si l'on retient par contre les critères du «socialisme» les résultats sont davantage contrastés. Bien entendu il faut entendre ici par «socialisme» celui que l'idéologie populiste radicale s'en faisait. Il s'agissait d'une vision progressiste, mettant l'accent sur la mobilité sociale maximale, la réduction des inégalités de revenus, une sorte de plein emploi en zone urbaine, en quelque sorte un Welfare State version pauvre. De ce point de vue les réalisations d'un pays comme la Tanzanie par exemple offrent un contraste saisissant avec celles du Zaïre de la Côte d'Ivoire ou du Kenya, où les inégalités les plus extrêmes se sont accusées continuellement depuis trente ans, tant dans les moments de forte croissance économique que par la suite, dans la stagnation. Mais le critère conforme à la logique de l'expansion

capitaliste — un concept différent de celui, idéologique, de développement — est celui de la capacité d'être compétitif sur les marchés mondiaux. De ce point de vue les résultats sont contrastés à l'extrême et opposent brutalement le groupe des principaux pays d'Asie et d'Amérique latine, devenus exportateurs industriels compétitifs, à celui de l'ensemble des pays africains, qui restent cantonnés dans l'exportation de produits primaires. Les premiers constituent le nouveau tiers monde (la périphérie de demain dans mon analyse), les seconds ce qu'on appelle désormais le «quart monde», qu'on dit appelé à être marginalisé dans la nouvelle étape de la mondialisation capitaliste (Founou-Tchuigoua 1993).

L'explication de l'échec de l'Afrique dans son ensemble, doit mettre en oeuvre toute la complexité des interactions entre les conditions internes spécifiques et la logique de l'expansion capitaliste mondiale. Parce que ces interactions sont trop souvent ignorées, les explications courantes — tant celles avancées par les économistes de «l'économie internationale» conventionnelle que par les nationalistes du tiers monde — restent superficielles.

Les premières mettent l'accent sur des phénomènes qu'elles isolent de la logique d'ensemble du système, comme la corruption de la classe politique, la fragilité de ses fondements économiques, la productivité très faible de l'agriculture, demeurée en deçà de l'âge de la traction animale, l'émiettement ethnique, etc. Présentés de la sorte ces analyses appellent inexorablement à préconiser leur solution par une plus grande insertion dans le capitalisme mondial. L'Afrique aurait besoin de «vrais» entrepreneurs capitalistes, il faudrait briser le carcan de l'autosuffisance du monde rural par la promotion systématique d'une agriculture commerciale, etc. Il s'agit de raisonnements courts parce qu'ils font abstraction du système d'ensemble dans le cadre duquel les réformes proposées opéreraient. Ils ignorent par exemple que la voie capitaliste dans l'agriculture produirait des masses gigantesques de populations excédentaires, qui, dans l'état actuel des technologies, ne pourraient pas être employées dans l'industrie, comme elles le furent au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe. L'histoire ne se répète pas.

Les secondes mettent l'accent sur d'autres phénomènes, non moins réels, comme le fait que les prix des matières premières dont dépendent les capacités de financement au décollage se détériorent systématiquement. Les nationalistes du tiers monde invoquent aussi, à juste titre, les innombrables interventions politiques, et même parfois militaires, des puissances occidentales, toujours hostiles aux forces du changement social progressiste, toujours venues au secours des forces réactionnaires et archaïques. Mais ces arguments ne sont pas structurellement reliés à la logique des conflits internes et de la sorte, opposent «l'extérieur» à la «nation» dont on escamote les contradictions.



L'analyse de l'échec que je propose rappelle les responsabilités de la colonisation et de la poursuite de son projet par les classes dirigeantes associées au néocolonialisme, et intègre les considérations de géostratégie globale de l'impérialisme.

La division internationale du travail qui crée le contraste inégal entre les centres industrialisés et les périphéries non industrialisées remonte à la révolution industrielle des débuts du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe. Elle implique que les dernières participent au commerce mondial par l'exportation de produits pour lesquels elles disposent d'un avantage fondé sur la nature et non sur la productivité de leur travail. La règle vaut alors pour l'Afrique, à partir de sa colonisation à la fin du siècle dernier, comme pour les autres périphéries de l'Asie et de l'Amérique latine, qui, de ce point de vue, ne s'en distinguent pas jusqu'à la seconde guerre mondiale. On comprend alors pourquoi les puissances européennes partent à l'assaut du continent africain qu'elles se partagent à la Conférence de Berlin (1885). Il ne s'agit pas, comme on l'a dit trop souvent, d'un calcul «erroné», dont l'histoire aurait démontré ultérieurement l'absurdité, l'Afrique n'ayant pas — selon cette analyse — contribué à la richesse de l'Europe mais au contraire constitué un poids mort pour les puissances colonisatrices. Il s'agissait simplement, pour les puissances qui le pouvaient, d'acquérir un droit de préemption sur les richesses naturelles du continent.

Une fois conquise, il fallait bien «mettre en valeur» l'Afrique en question. A ce point interviennent à la fois les logiques du capitalisme mondial. De quelles ressources naturelles disposent les différentes régions du continent? — et celles de l'histoire antérieure des sociétés africaines. Il m'est apparu que, dans ce cadre d'analyse, on pouvait comprendre ce que furent chacun des trois modèles de la colonisation: l'économie de traite incorporant une petite paysannerie dans le marché mondial des produits tropicaux en la soumettant aux diktats d'un marché de monopole contrôlés permettant de réduire les rémunérations du travail paysan au minimum et de gaspiller les terres; l'économie des réserves de l'Afrique australe organisée autour de l'extraction minière, alimentée en main d'oeuvre à bon marché par la migration forcée en provenance précisément de «réserves» insuffisantes pour permettre la perpétuation de l'autosubsistance rurale traditionnelle; l'économie de pillage à laquelle les compagnies concessionnaires se sont livrées par l'imposition sans contrepartie d'une dîme de produits de cueillette ailleurs, là où ni les conditions sociales locales ne permettaient la mise en place de la «traite», ni les richesses minières ne justifiaient l'organisation de réserves destinées à fournir une main d'oeuvre abondante. Le bassin conventionnel du Congo appartenait à cette troisième catégories pour l'essentiel (Amin 1973:278-296; Vidrovich 1969). Cependant le statut même de la colonie belge, à l'origine propriété privée de son roi, comme l'ouverture de ce petit pays européen, plus marquée que celle des grandes

puissances, associée à la richesse minière du Katanga, ont permis un développement colonial qualifié de «brillant» par ses promoteurs — et bénéficiaires — le capital belge et les capitaux étrangers associés.

Pourtant, au-delà des apparences, les résultats de ce mode d'insertion dans le capitalisme mondial allaient s'avérer catastrophiques pour les peuples africains. La mise en valeur coloniale est en effet responsable des deux faiblesses majeures qui pèsent jusqu'à ce jour sur les destinées du continent.

D'abord elle a retardé — d'un siècle — toute amorce de révolution agricole. Un surplus pouvait ici être extrait du travail des paysans et de la richesse offerte par la nature sans investissements de modernisation (ni machines, ni engrais), sans payer véritablement le travail (se reproduisant dans le cadre de l'autosuffisance traditionnelle), sans même garantir le maintien des conditions naturelles de reproduction de la richesse (pillage des sols agraires et de la forêt). Dans les régions où a opéré l'économie de pillage les régressions occasionnées par ce mode de «mise en valeur» ont été maximales. Cet effet destructif a néanmoins été compensé partiellement au Congo belge par la création d'un embryon industriel plus précoce qu'ailleurs. Je fais ici référence aux industries de substitution d'importations établies à Kinshasa (à l'époque Léopoldville) après la seconde guerre mondiale, qu'on doit expliquer par l'ouverture de la Belgique à la concurrence étrangère, à un moment où la France et l'Angleterre s'en protégeaient. L'histoire ultérieure devait néanmoins démontrer qu'il ne s'agissait là que d'un embryon fragile, pas même de l'amorce d'une révolution industrielle.

Simultanément ce mode de mise en valeur des richesses naturelles, exploitées dans le cadre de la division mondiale du travail inégale de l'époque, a exclu la formation d'une bourgeoisie locale quelconque. Au contraire chaque fois que celle-ci amorçait le processus de sa formation, les autorités coloniales s'empressaient d'y mettre un terme (Amin 1971).

Les faiblesses du mouvement de libération nationale et des Etats héritiers de la colonisation remontent à ce façonnement colonial. Elles ne sont donc pas les produits de l'Afrique précoloniale antérieure, disparue dans la tourmente, comme l'idéologie du capitalisme mondialiste tente d'y trouver sa légitimité — en déployant alors son discours raciste habituel. Les «critiques» de l'Afrique indépendante, de ses bourgeoisies politiques corrompues, de l'absence de sens de l'économique, de la ténacité des structures rurales communautaires oublient que ces caractères de l'Afrique contemporaine ont été forgés entre 1880 et 1960.

Nul étonnement alors que le néocolonialisme ait perpétué ces caractères. Les équipes politiques qui se sont trouvées responsables de l'Afrique indépendante n'étaient pas nécessairement artificiellement constituées d'agents d'exécution même parmi celles qui acceptaient l'option

néocoloniale. Leurs faiblesses étaient celle du capitalisme périphérique tel qu'il avait été forgé ici. Il n'empêche que la responsabilité des métropoles demeure majeure. Car lorsque, en dépit des faiblesses de la société coloniale, le mouvement de libération avait produit des élites potentiellement capables d'aller plus loin, tous les efforts ont été conjugués pour faire échouer ces chances pour l'Afrique de sortir de l'ornière.

La forme que cette faillite a prise est toute entière définie par les limites de ces fameux accords de Lomé qui ont lié — et continuent à lier — l'Afrique subsaharienne à l'Europe de la CEE. Ces accords ont en effet perpétué l'ancienne division du travail, reléguant l'Afrique indépendante dans les fonctions de production de matières premières, au moment même où — à l'époque de Bandoung (de 1955 à 1975) — le tiers monde s'engageait ailleurs dans la révolution industrielle. Ils ont fait perdre à l'Afrique une trentaine d'années à un moment décisif du changement historique. Certes les classes dirigeantes africaines ont ici leur part de responsabilité dans ce qui allait amorcer l'involution du continent, particulièrement lorsqu'elles se sont rangées dans le camp néocolonial contre ces aspirations de leur propre peuple, dont elles ont exploité les faiblesses.

La collusion entre les classes dirigeantes africaines et les stratégies globales de l'impérialisme est donc, en définitive, la cause ultime de l'échec. On retrouve alors, dans le fonctionnement de ces collusions, toutes les dimensions des préoccupations de la stratégie des impérialismes dans l'après-guerre — (1945-90), en particulier sa dimension géostratégique. Appartenant par le Katanga à l'ensemble de l'Afrique australe, le Zaïre a, de ce fait, payé le prix de la géostratégie des impérialismes de l'après-guerre. La région tout entière, du Katanga (aujourd'hui Shaba), des Rhodésie du nord (Zambie) et du Sud (Zimbabwe) à l'Afrique du Sud — constituait pour le camp américain de la guerre froide une zone stratégique unique, importante par ses ressources minérales (dont les minerais rares et l'or d'Afrique du Sud) et par sa localisation, contrôlant les communications entre l'Atlantique sud et l'océan Indien. L'URSS de l'époque a cherché à briser ces positions de l'adversaire en faisant alliance avec les mouvements de libération nationale africains, notamment les plus radicaux d'entre eux, en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe et en Afrique du Sud (Amin 1993:V). Les puissances occidentales ont répondu par leur soutien, pratiquement sans condition, aux régimes de Mobutu au Zaïre, de Banda au Malawi, de Kenyatta puis de Moi au Kenya, en dépit de leur corruption notoire et de leurs pratiques antidémocratiques à l'extrême, comme elles soutiennent Savimbi en Angola (jusqu'aujourd'hui), le Renamo au Mozambique et poussent au compromis fédéral en Afrique du Sud, fût-ce au détriment d'une solution démocratique véritable (Amin 1993:IV). En même temps évidemment ces considérations géostratégiques de Washington, sur

lesquelles les Européens se sont toujours alignés, donnaient à Mobutu une liberté de manoeuvre — plus apparente que réelle — que celui-ci a exploité — à travers son discours «nationaliste» de «l'authenticité», parfois même par l'adoption de mesures de nationalisations («zairisation») qui, en fait, ne gênaient pas l'essentiel des intérêts impérialistes (Yachir 1987).

Ce sont des considérations géostratégiques analogues qui expliquent l'hostilité des puissances occidentales aux bourgeoisies du nord du continent et du Moyen Orient, c'est-à-dire du monde arabe. Ici l'importance de la région tenait à sa richesse pétrolière et à sa position géographique située sur le flanc sud de l'URSS de l'époque. Ces stratégies ont eu également leur part de responsabilité dans l'échec arabe. En sens inverse les considérations géostratégiques ont contraint les impérialistes occidentaux à soutenir, ou tout au moins à tolérer, les initiatives des bourgeoisies de l'Asie orientale, ce qui explique en partie tout au moins les «succès» de cette région dans la période de l'expansion capitaliste de l'après-guerre.

Mais aujourd'hui la page est tournée. Les préoccupations de géostratégie antisoviétique n'ont plus de raison d'être. L'heure de la recompradorisation de l'ensemble des périphéries, mettant un terme aux illusions de l'ère de Bandoung, a sonné. Cette recompradorisation opère néanmoins sur des terrains devenus différents du fait même des résultats inégaux au terme du déploiement du projet de Bandoung.

Une nouvelle étape de la polarisation capitaliste mondiale est désormais amorcée, dans laquelle la logique de l'expansion du capital voudrait que le quart monde africain, soit provisoirement «marginalisé». Aussi le débat concernant ces formes nouvelles de la polarisation doit-il, selon moi, s'ouvrir par la discussion de ce qu'il y a de nouveau dans le système mondial, produit par l'érosion du système antérieur, celui de l'après-guerre (1945-90) décrit plus haut. Ces éléments nouveaux sont ici, selon moi:

- i) l'érosion de l'Etat national autocentré et la disparition qu'elle entraîne de la concomitance entre l'espace de la reproduction de l'accumulation et celui de sa gestion politique et sociale, qui a été jusqu'ici défini précisément par les frontières de cet Etat national autocentré;
- ii) l'érosion du contraste centres = régions industrialisées/périphéries = régions non industrialisées et l'émergence de dimensions nouvelles de la polarisation.

La position d'un pays dans la pyramide mondiale est définie par le niveau de la capacité compétitive de ses productions sur le marché mondial. Cette compétitivité est le produit complexe d'un ensemble de conditions opérant dans le champ d'ensemble de la réalité — économique, politique et sociale — et, dans ce combat inégal, les centres mettent en oeuvre ce que j'appelle leur «cinq monopoles» articulants l'efficacité de leurs actions. Ces cinq monopoles interpellent donc la théorie sociale dans sa totalité, et sont, à mon avis:

- i) Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat — le grand et riche Etat — peut envisager de soutenir. Sans ce soutien — que le discours libéral passe toujours sous silence — et singulièrement le soutien aux dépenses militaires, la plupart de ces monopoles ne pourraient être maintenus;
- ii) Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation des institutions financières majeures opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'épargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace — généralement national — commandé par ses institutions financières. Aujourd'hui il n'en est plus de même: cette épargne est centralisée par l'intervention d'institutions financières dont le champ d'opération est désormais le monde entier. Elles constituent le capital financier le segment le plus mondialisé du capital. Il reste que ce privilège est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financière. Cette logique pourrait être remise en cause par une simple décision politique de déconnexion, fût-elle limitée au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialisé opèrent, il faut le savoir, dans des cadres définis par un système monétaire mondial que j'estime désormais caduc. Ce système est fondé sur le dogme de la libre appréciation de la valeur des devises par le marché conformément à une théorie — selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et sur la référence au dollar comme monnaie universelle de facto. La première de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une manière satisfaisante que si les conditions de la compétitivité internationale produisent un excédent structurel d'exportation du pays dont la devise remplit cette fonction, assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres. C'était le cas au XIX<sup>e</sup> siècle de la Grande Bretagne. Ce n'est pas le cas des Etats Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunts qu'ils imposent aux autres. Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats Unis, les excédents du Japon (ceux de l'Allemagne ayant disparu après l'unification) étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige. Dans ces conditions la mondialisation financière, loin de s'imposer «naturellement», est au contraire d'une fragilité extrême. A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement.

- iii) Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète. Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme — qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus — ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres;
- iv) Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique. L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même;
- v) Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après-guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme en 1945. Si la «prolifération» comporte des dangers évidents de dérapage, à défaut d'un contrôle mondial démocratique d'un désarmement vraiment global il n'y a pas d'autre moyen par lequel ce monopole inacceptable peut être combattu.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique «pure», qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements qui annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ces productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les nouveaux monopoles au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphérie et les réduisent au statut d'activités de sous-traitance. Les pays nouvellement industrialisés ne sont nullement en voie de «rattraper» les centres dominants, tandis que ceux des quart mondes seraient simplement en «retard» sur ce rattrapage. Les premiers constituent le coeur de la périphérie de demain, tandis que les seconds sont simplement «provisoirement tenus en marge» du système.

En contrepoint du discours idéologique dominant, je soutiens que la «mondialisation par le marché» est une utopie réactionnaire contre laquelle on doit développer théoriquement et pratiquement l'alternative du projet humaniste d'une mondialisation s'inscrivant dans une perspective socialiste.

La réalisation d'un tel projet implique la construction d'un système politique mondial, non pas «au service» du marché mondial mais définissant le cadre d'opération de celui-ci, comme l'Etat national a représenté

historiquement non pas le champ de déploiement du marché national mais le cadre social de ce déploiement. Un système politique mondial aurait donc des responsabilités majeures dans chacun des quatre domaines suivants:

- i) L'organisation d'un désarmement global aux niveaux appropriés, libérant l'humanité de la menace d'holocaustes nucléaires et autres;
- ii) L'organisation d'un accès équitable, de moins en moins inégal, à l'usage des ressources de la planète et la mise en place de systèmes mondiaux de décision dans ce domaine, y inclus une tarification des ressources qui impose la réduction du gaspillage et la répartition de la valeur et de la rente allouées à ces ressources, amorçant par là même les éléments d'un système fiscal mondialisé;
- iii) La négociation de rapports économiques souples ouverts mais contrôlés, entre les grandes régions du monde, inégalement développées, réduisant progressivement les monopoles technologiques et financiers des centres. Cela implique bien entendu la liquidation des institutions chargées actuellement de la gestion du marché mondial (Banque «dite mondiale», FMI, GATT, etc.) et la création d'autres systèmes de gestion de l'économie mondiale;
- iv) L'organisation de négociations permettant *une gestion correcte du conflit dialectique mondial/national dans les domaines de la communication, de la culture et de la politique*. Cette gestion implique la création d'institutions politiques permettant la représentation des intérêts sociaux opérant à l'échelle mondiale, en quelque sorte l'amorce d'un «Parlement mondial», dépassant le concept des institutions inter-Etats en vigueur jusqu'ici.

Il est plus qu'évident que les tendances du monde actuel ne vont pas dans le sens indiqué ci-dessus et que les objectifs du projet humaniste évoqué ne constituent pas les enjeux des conflits en cours. Je n'en suis pas étonné, et serais même surpris qu'il en fût autrement. L'érosion du système ancien de la mondialisation ne préparait pas par elle-même son propre dépassement mais ne pouvait déboucher dans l'immédiat que sur le chaos. Les forces dominantes inscrivent leur action dans ce chaos, cherchant seulement à tirer la couverture pour leur bénéfice à court terme, aggravant par la même le chaos. Leur tentative de légitimer leurs choix par l'idéologie plate du marché «autorégulateur», par l'affirmation «qu'il n'y a pas d'alternative», ou par le cynisme pur et simple, n'est pas la solution du problème; mais fait partie du problème à résoudre. Les réponses immédiates des peuples à la dégradation de leurs conditions ne sont pas davantage nécessairement positives; dans le désarroi des réponses illusoires, comme les repliements fondamentalistes ou chauvins, peuvent mobiliser des forces importantes. Il appartient à la gauche — c'est sa vocation historique — de construire en théorie et en pratique les conditions de la réponse humaniste au défi. A

défaut et jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, des involutions régressives — et criminelles — restent à l'ordre du jour plus probable.

La logique des intérêts dominants n'a pas de réponse à la dégradation continue des conditions matérielles et morales dans lesquelles elle enferme les majorités populaires des périphéries du système. L'ajustement structurel qu'elle inspire est tout simplement l'ajustement unilatéral des périphéries aux exigences de l'expansion mondialisée au bénéfice du capital central, alors que nous aurions besoin d'ajustements mutuels articulant les grandes régions du monde, inégalement développées, fondés sur des négociations collectives modulant les interdépendances globales en les soumettant aux exigences de stratégies nationales et régionales tenant compte des inégalités héritées de la polarisation.

Si certains pays du tiers monde peuvent encore se nourrir de l'illusion que l'ajustement structurel tel qu'il est mis en oeuvre dans cette logique capitaliste dominante leur permettrait de poursuivre leur ascension dans le système mondial, parce que ces pays ont une certaine capacité de négociation, pour ceux du quart monde cet ajustement ne peut qu'accélérer l'involution en direction d'une paupérisation et d'une marginalisation aggravées. L'ajustement en question ne peut en effet se solder par une quelconque reprise de la croissance, mais au contraire conduit au désinvestissement, au démantèlement de leurs rares industries, sans pour autant créer des conditions favorables au démarrage d'une révolution agricole. La stagnation — voire la régression — de la productivité de l'agriculture (en dépit du potentiel gigantesque que l'agriculture tropicale humide offre en théorie) entraîne à son tour une accélération de la migration vers les villes, sans que celles-ci soient en mesure de financer un développement industriel quelconque. L'érosion des acquis de l'indépendance — dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'administration — sont alors inévitables. La poursuite d'un équilibre des finances publiques et de la balance extérieure — seuls objectifs de l'ajustement — devient illusoire; cet objectif n'est jamais atteint dans la spirale involutive qu'il entraîne.

Les processus d'ajustement conformes à cette logique dominante créent néanmoins les conditions politiques qui contribuent à les perpétuer. Dans les pays du tiers monde les plus fortunés ils renforcent les positions d'une bourgeoisie comprador qui bénéficie effectivement de son insertion dans le capitalisme mondialisé. Mais si dans ceux du quart monde ils y parviennent à peine, ils créent néanmoins des conditions défavorables à la cristallisation de réponses populaires appropriées. Ces involutions alimentent alors des explosions qui s'inscrivent presque naturellement dans l'émiettement du pays, son éclatement en régions ethniques ou pseudo-ethniques, produites par l'éclatement du bloc social dominant jusqu'ici et la perte de légitimité de l'Etat. L'Afrique donne déjà quelques exemples de cette tragédie, au Tchad,



en Somalie, au Liberia; au Rwanda et au Burundi. D'autres pays ne sont peut être pas loin d'entrer à leur tour dans ce type d'involution. La marginalisation accentuée par laquelle celle-ci se solde malheureusement dramatique que pour les peuples concernés; elle ne «menace» pas «l'ordre mondial».

L'alternative existe néanmoins, même si la réalisation de ses conditions reste difficile celle-ci implique d'abord à la base dans les pays concernés, la constitution d'un front national, populaire et démocratique digne de ce nom. Mais elle implique aussi qu'au niveau du système mondial les évolutions que j'ai décrites plus haut soient amorcées, en direction de la construction d'un monde pluricentrique, de manière à alléger, les contraintes qui, dans l'état actuel du monde, pèsent de tout leur poids contre la cristallisation de l'alternative populaire démocratique.

### **Bibliographie**

- Amin, Samir et Coquery Vidrovitch, C., 1969, *Histoire économique du Congo 1880 - 1968*, Paris, Anthropos.
- Amin, Samir, 1969, *Le développement inégal*, Paris, Minuit.
- Amin, Samir, 1969, *Le monde des affaires sénégalais*, Paris, Minuit.
- Amin, Samir, 1971, *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Paris, Minuit.
- Amin, Samir, 1993, *Itinéraire intellectuel*, Paris, L'Harmattan.
- Amin, Samir, 1993, *L'Ethnie à l'assaut des nations*, Paris, L'Harmattan.
- Founou-Tchuigoua, Bernard, 1993, «Afrique subsaharienne: la quart mondialisation en crise», in S. Amin et al., *Mondialisation et Accumulation*, Paris, L'Harmattan.
- Yachir, Fayçal, 1987, *Enjeux miniers en Afrique*, Paris, Karthala.

---

\* Forum du tiers monde, Dakar, Sénégal.